

faire mousser le réacteur américain auprès du ministre approprié lors de rencontres prévues pour le 5 novembre et le 4 décembre, il n'y avait plus de temps à perdre. Il fallait prendre une décision au plus tôt.

M. Gray répondait six jours plus tard par un télégramme qui est parvenu à Londres le lendemain matin, soit le 31 octobre. Il s'excusait de son retard à répondre, mais il avait dû se rendre en Europe, surtout pour discuter avec des hauts fonctionnaires italiens de la possibilité (infructueuse, comme on l'a vu par la suite) de leur vendre un réacteur CANDU.

Il indiquait qu'il avait déjà offert, le 29 août, un réacteur CANDU clefs en main au *South of Scotland Electricity Board*. Cet organisme avait décliné son offre, préférant attendre la décision du *Central Generating Board*, plus important et beaucoup plus influent. M. Gray avait toutefois lieu de croire que la filière CANDU génératrice de vapeur plaisait à l'organisme écossais. M. Gray informait M. Warren que l'Énergie atomique était toute disposée à offrir en vente directe à la Grande-Bretagne un CANDU, pourvu que celle-ci lui consacre le même examen qu'au réacteur américain. Un intérêt peu sérieux n'aboutirait qu'à faire perdre au Canada de l'argent et beaucoup de temps précieux. L'Énergie atomique serait prête à offrir au *Central Generating Board* un CANDU à prix ferme, assurant la Grande-Bretagne d'une participation à sa production et de toutes les garanties relatives au fonctionnement et à la date d'achèvement. Elle irait même jusqu'à livrer du Canada une centrale nucléaire complète, bien que M. Gray fût persuadé que l'industrie et les autorités britanniques n'accepteraient pas cette dernière offre.

Aucune décision n'avait encore été prise pour lancer la campagne du CANDU sur le terrain de la diplomatie publique, comme nous le proposons au service de presse. Mais du côté «privé» de la diplomatie, les événements commençaient à se précipiter. Au Haut-Commissariat, M. Warren et d'autres personnes effectuaient quelques rapides sondages par les «voies diplomatiques» plus normales, pour employer un cliché. Ces sondages ont révélé qu'il n'y aurait pas de levée de boucliers officielle contre de nouvelles initiatives visant à gagner, auprès des autorités britanniques, des appuis pour la technologie du CANDU. En fait, certains indices laissaient croire que des hauts fonctionnaires britanniques opposés au réacteur de conception américaine seraient favorables à un débat public élargi sur cette décision fondamentale.

Le 6 novembre, M. Warren faisait connaître à Ottawa, dans une autre dépêche diplomatique, les résultats des sondages. Heureuse coïncidence, M^{me} Jeanne Sauvé, ministre d'État canadien chargé des Sciences et de la Technologie, avait prévu une visite officielle en Grande-Bretagne vers le début de novembre. M. Warren pouvait inclure dans sa dépêche la conclusion de M^{me} Sauvé selon laquelle la filière canadienne et son avenir rencontraient, de toute évidence, des appuis auprès d'un vaste éventail de Britanniques intéressés d'une façon ou d'une autre à la décision que prendrait la Grande-Bretagne. On avait également déterminé quels facteurs principaux joueraient vraisemblablement dans la décision.

Les besoins de la Grande-Bretagne

Ayant éprouvé de nombreux problèmes et déboires avec sa propre technologie nucléo-énergétique, la Grande-Bretagne voulait alors un réacteur reconnu pour son rendement fiable, son fonctionnement économique, sa sécurité éprouvée, sa conception souple, ses applications commerciales et ses possibilités d'exportation, toutes qualités du CANDU. Mais les sondages avaient également mis en lumière que les Britanniques étaient loin de les connaître en détail. M. Warren avisait Ottawa qu'à moins de signaler au plus tôt aux Britanniques les avantages de la filière CANDU dans le cadre d'une nouvelle campagne de publicité, la technologie canadienne des réacteurs serait mise au rancart. Il proposait de lancer l'offensive en offrant aux autorités britanniques de leur envoyer une équipe de L'Énergie atomique du Canada pour leur vanter les derniers succès du CANDU. Puis, une équipe composée de hauts fonctionnaires britanniques serait invitée à venir au Canada voir le CANDU à l'œuvre.

M. Warren prenait également la précaution de préciser que la réussite de l'affaire était loin d'être assurée. Mais sans d'autres efforts pour faire reconnaître les avantages du CANDU, l'échec était inévitable.

Au cours d'une visite effectuée à Londres en mai 1973, le ministre canadien de l'Industrie, M. Alastair Gillespie, avait rencontré le secrétaire d'État britannique à l'Industrie et au Commerce, M. Peter Walker. Le lendemain du câble de M. Warren, Ottawa lui répondait en lui câblant le texte d'une lettre de M. Gillespie à M. Walker. M. Gillespie rappelait à M. Walker qu'au cours de leurs entretiens en mai, ils avaient discuté des possibilités de coopération entre leurs deux pays au chapitre de l'énergie d'ori-